

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR :

ARRETE N° 95-D2/B3- 232
en date du 27 DEC. 1995

**portant déclaration d'utilité publique de travaux projetés
par le SIVM de BONNEUIL-VOUNEUIL en vue de
l'exploitation des ressources en eau destinée à la
consommation humaine du captage du NOYER JAUNE
(dérivation des eaux souterraines, protection du
captage et distribution des eaux)**

**LE PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES
PREFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 ,et L 20-1 relatif au régime des indemnités ;

VU la loi n° 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 Décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16, et l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret 92-1041 du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédure d'autorisation ou de déclaration,

VU le décret 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14/10/75 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MINITEL 3614 LAPREF - TÉLEX 790 360 F
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES À 17 HEURES

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du SIVM de BONNEUIL-VOUNEUIL en date du 2/02/1994 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines du captage du Noyer Jaune (VOUNEUIL/VIENNE) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé ;

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête publique ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er – Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIVM de BONNEUIL-VOUNEUIL, consistant en :

- le captage d'eau souterraine situé au lieu-dit "MARAIS EST" – Commune de VOUNEUIL/VIENNE,
- la création de périmètres de protection de ce captage et institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX.

ARTICLE 2 – Le SIVM est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage exécuté sur le territoire de la commune de VOUNEUIL/VIENNE.

ARTICLE 3 – Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder 55 m3/heure (soit 1 320 m3/j)

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4 – Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIVM à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5 – Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le SIVM devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 6 – Il est établi autour de l'ouvrage de captage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 – Périmètre de protection immédiate (440 m²)

Il concerne la parcelle AX 171 de VOUNEUIL sur VIENNE.

La parcelle sera acquise en toute propriété par le syndicat, close, protégée contre les eaux extérieures. L'espace enclos devra être aplani et maintenu hors d'eau en toute saison. Les eaux de ruissellement devront être recueillies par un fossé établi autour de l'enclos et évacuées hors du périmètre de protection immédiate.

Toute activité autre que celles strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sera interdite.

6.2 – Périmètre de protection rapprochée

Il couvre une superficie de 50 ha 4.et concerne les parcelles suivantes :-

Commune de VOUNEUIL sur VIENNE ::

Feuille cadastrale – Section AX

- Lieu-dit "NOYER JAUNE" : 171 à 183 ;
- Le PRES AUX PRETRES : 184 à 187 ;
- La GUIGNARDIERE : 201 ;
- La RIDALIERE : 202, 203, 204, 217, à 233, 309 ;
- Pièces de la FONTAINE : 244 à 250 ;
- Les BORDERIES : 234 à 243 ;
- Le PIREAU : 167 à 170 ;
- Les BROCHALIERES : 108.

Feuille cadastrale – Section AW

- Les COURANCES : 7 à 12 ;
- L'ANTE : 115, 127 à 140, 143, 144, 145, 148, 150, 261, 262, 285 à 290

Cette zone est délimitée en une partie Est nécessitant une protection particulière et d'une partie Ouest moins vulnérable.

La partie Ouest se compose des parcelles :

LES BORDERIES : AX 235 – 236 – 237 – 238 – 239 – 240 – 241 – 242 – 243
 LES PIECES des FONTAINES : AX 244 à 250
 LA RIDALIERE : AX 202 Bis, 203, 204, 217 à 229.
 LES BROCHALIERES : AX 108

La partie Est se compose des autres parcelles.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

1 – Dans la zone Est, lors de la création des forages, ceux-ci seront tubés et cimentés au niveau des alluvions.

4 – Les excavations ou carrières existantes qui seraient remblayées, le seront uniquement à l'aide de matériaux inertes dans les deux zones.

6 – Les conduites qui seront implantées pour transporter des eaux usées d'origine domestique des produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux qui seront implantées sur le périmètre de protection rapproché seront soumises à des épreuves d'étanchéité avant mise en service. dans les deux zones.

10 – L'épandage et l'infiltration de lisiers ou d'eaux usées industrielles seront interdits. sauf dans le cadre de l'assainissement individuel après qu'une étude ait jugé de l'aptitude des sols. dans les deux zones.

11 – Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail sera interdit dans la zone Ouest sauf pour les stockages annuels nécessaires aux exploitations.

12 – Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures sera interdit dans la zone Ouest sauf pour les stockages annuels nécessaires aux exploitations.

17 – Dans la zone Est seuls les abreuvoirs de surface non raccordés au réseau d'adduction seront permis

21 – La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation seront soumises à autorisation préfectorale dans la zone Est.

Les activités interdites sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1

2 – L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières dans la zone Est.

3 – L'ouverture d'excavations, autres que carrières dans la zone Est

5 – L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux dans les deux zones

7 – L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux dans les deux zones

8 – Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature dans les deux zones sauf pour les usages domestiques et les installations agricoles ; pour ces usages spécifiques, les installations devront comporter une cuvette de rétention d'un volume au moins égal à la capacité de stockage ;

11 – Le stockage de matières fermentescibles destinés à l'alimentation du bétail dans la zone Est

12 – Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures dans la zone Est

15 – L'établissement d'étables ou de stabulations libres dans la zone Est.

19 – La création d'étang dans la zone Est.

6.3 – Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 – Périmètre de protection éloignée Surface (340 ha environ)

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

ARTICLE 7 – Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Outre l'application de la réglementation en vigueur, les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloigné ou rapproché à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné en précisant :

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – Le Président du SIVM de BONNEUIL-VOUNEUIL est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles et droits immobiliers nécessaires à la réalisation du projet. (périmètre de protection immédiate).

ARTICLE 10 – SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

ARTICLE 11 – Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapproché. (un extrait cadastral délimitant les deux zones Est et Ouest sera annexé au présent arrêté).

Le Président du SIVM est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

Article 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

– Le procédé de traitement – son installation – son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Sous-Préfet de Chatellerault, le Maire de VOUNEUIL sur VIENNE, le Président du SIVM de BONNEUIL-VOUNEUIL, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Pour ampliation
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué

Anne HOUSSARD-LASSARTESSES

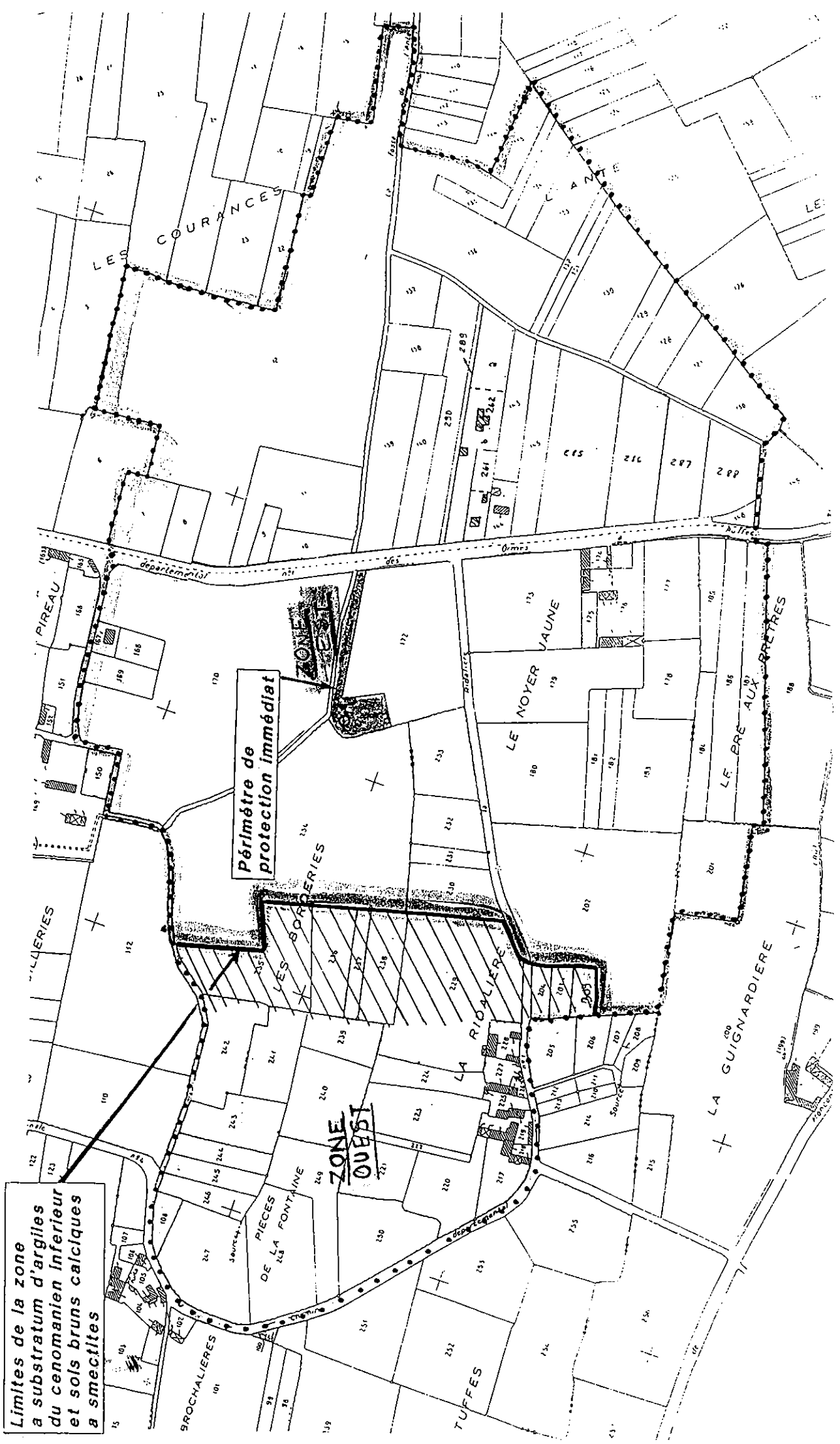


Pour le Préfet
Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet

Philippe SEYS

protection rapproché
revu suivant les
limites parcellaires

Limites de la zone
a substratum d'argiles
du cenomanien inférieur
et sols bruns calcaïques
a smectites



PERIMETRES DE PROTECTION

TABEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché						Périmètre éloigné	
		Interdiction		Reglementation locale (1)		Reglementation générale (2)		Reglementation locale (1)	Reglementation générale (2)
		EST	LOKST	EST	LOKST	EST	LOKST		
1	La création de forage ou de puits					X	X		X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravrières	X					X		X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières	X					X		X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes			X	X				X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X	X						X
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées			X	X				X
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X	X						X
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X	X						X
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					X	X		X
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle			X	X				X
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X			X				X
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X			X				X
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols					X ¹	X ¹		X
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (pesticides, phytosanitaires ou apparentés)					X ¹	X ¹		X
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X					X		X
16	Le pacage léger des animaux					X	X		X
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X			X		X
18	Le déboisement					X	X		X
19	La création d'étangs	X					X		X
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes					X	X		X
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X			X		X
22									
23									
24									

(1) Réglementation locale à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale extraite du décret n° 93-1

1 Conformément au code de bonnes pratiques agricoles